



PSA Mulhouse

TOUS A LA MANIFESTATION EUROPÉENNE DU 29 FÉVRIER !

Zone de tempête

La crise et les politiques d'austérité des gouvernements au service des grands capitalistes, des banques et des spéculateurs, ce qu'ils appellent les marchés financiers sont en train de s'aggraver. Les mesures d'austérité partout en Europe, et dans le monde, nous avertissent de ce qui va nous tomber dessus d'ici peu si nous nous laissons faire. Mais les peuples et les travailleurs réagissent...

- **FRANCE: ce qui nous attend pour le moment**

Avec l'accord compétitivité-emploi négocié entreprise par entreprise, les patrons seront autorisés à diminuer les horaires et les salaires des travailleurs ou à augmenter les horaires sans augmenter les salaires. Sous prétexte de permettre aux entreprises de renforcer leur « compétitivité », les patrons pourront se débarrasser des conventions collectives, si ce n'est du Code du travail. Ces accords auraient force de loi, au-dessus des conventions collectives, au-dessus même du Code du travail. Tout ce qui a été obtenu par des dizaines d'années de luttes, tout ce que la grève générale de 1936 avait arraché, serait foulé aux pieds sans aucun recours possible auprès de l'Inspection du travail ou des Prud'hommes. Si les capitalistes voulaient réellement améliorer la compétitivité, c'est-à-dire vendre moins cher leurs produits à qualité égale, ils pourraient diminuer la part réservée aux bénéficiaires, prendre sur les dividendes versés aux actionnaires.

Un autre cadeau de Sarkozy aux capitalistes est l'instauration d'une TVA « sociale » au 1er octobre prochain. Les patrons, bien plus les grandes entreprises que les très petites, seront exonérés de leurs 5,4 % de cotisations dues à la branche famille de la Sécurité sociale. Pour compenser cette perte de cotisations patronales, le gouvernement prévoit le passage de la TVA de 19,6 % à 21,2 % sur tous les produits et services, ce qui coûtera 300 euros par an à chaque famille. Et avec cette hausse de 1,6% de la TVA les prix des produits de consommation qui sont déjà en forte hausse vont exploser. On s'attend à une hausse des prix officielle de 4 à 5% en 2012, surtout les prix des produits de consommation courante.

- **ALLEMAGNE: le prétendu modèle allemand aux salaires parmi les plus bas d'Europe**

Partout en Allemagne, des emplois à temps plein sont supprimés, puis remplacés par des postes à temps partiel, voire des mini-jobs, payés au maximum 400 euros par mois. Pas étonnant dans ces conditions qu'il y ait plus d'emplois que jamais... sauf qu'on ne peut pas en vivre ! Le record du nombre d'emplois signifie un record de la misère : trois millions d'ouvriers avec un travail, vivent quand même sous le seuil de pauvreté.

Les gouvernements ont « assoupli » les lois concernant les mini-jobs, l'intérim et le temps partiel, et ont consenti des avantages au patronat pour la création de boulots particulièrement mal payés.

Les lois Hartz IV du gouvernement Schröder ont obligé les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, même à temps partiel, et à n'importe quel salaire. L'ensemble des salaires a baissé. Il n'y a pas de Smic. En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, 10 % des salariés gagnent moins de 6,50 euros de l'heure ! Deux millions sont payés à 4 euros de l'heure. Les chômeurs doivent travailler à 1 euro de l'heure pour avoir droit aux maigres 315 euros de leur allocation chômage. La retraite est repoussée à 67 ans. En ayant supprimé les "charges" des patrons, des millions de salariés n'ont plus d'assurance maladie et de retraite. Beaucoup doivent demander une sorte de RSA, alors qu'ils travaillent. Les entreprises augmentent leurs profits en faisant travailler ces salariés pour des salaires de misère, et ensuite c'est l'Etat qui verse à leur place le complément de salaire. La partie la plus pauvre de la population masculine voit même son espérance de vie reculer depuis l'an 2000.

- **NORVEGE: fin des CDI et grève générale**

Une grève générale a paralysé le pays le 25 janvier contre l'austérité gouvernementale. Pourtant la Norvège est un pays riche... Selon les chiffres de 2007, on comptait en Norvège seulement 8 172 travailleurs intérimaires et temporaires contre 1,2 million en Grande-Bretagne. Le patronat souhaite flexibiliser le travail en augmentant le nombre de travailleurs temporaires. Des manifestations massives se sont tenues dans près de 40 villes dont Oslo, Bergen...

Autres mesures d'austérité

Fin des conventions collectives; des contrats en CDI, affaiblissant les droits des travailleurs, tout particulièrement ceux des temporaires et intérimaires; remise en cause des droits syndicaux.

- **Portugal : fin des congés, du CDI, de la protection sociale et mobilisation nationale.**

Le plan d'austérité 2010/2011 va s'aggraver en 2012. En plus, un système de rémunération, les « reçus verts », ne donne plus droit à la protection sociale (chômage, retraite, maladie, vacances, congès maternité, etc.). Les entreprises et les services publics embauchent avec des reçus verts plutôt qu'avec un CDI ou même en intérim. C'est toute une génération qui se retrouve sans protection sociale avec le salaire minimum de 475 euros. Après les jeunes, de plus en plus souvent les parents et les grands-parents sont payés en "reçus verts". Ils peuvent se faire licencier du jour au lendemain sans préavis. Le taux de chômage devrait atteindre le niveau record de 13,4% en 2012. La population entière est en voie de paupérisation.

Les salariés qui ont fait une grève générale le 24 novembre 2011, la plus suivie depuis 1988, après le large mouvement des indignés de mars 2011, sont en train de préparer activement la suite pour 2012, plus fort, déjà le 22 janvier puis une grève des transports le 2 février et une journée de manifestations nationales le 11 février avec une participation massive.

Les diverses mesures d'austérité : hausse de la TVA de 21 à 23%; le taux de TVA de l'électricité et du gaz passe de 6 à 23%; hausse de 15 % des tarifs dans les transports publics; baisse de 27% du traitement des fonctionnaires et gel du salaire sur 4 ans; gel des retraites; suppression des 13e et 14e mois pour les fonctionnaires et les retraités aux revenus supérieurs à 1.000 euros; âge de la retraite dans le secteur public de 60 ans à 65 ans, avec 40 ans de cotisation; non-remplacement d'un départ en retraite sur deux; augmentation gratuite de l'horaire de travail pour tous d'une demi-heure par jour; réduction de la durée et du montant des allocations-chômage; réduction de 20 % des allocations du revenu social d'insertion (RSI); diminution de 23 jours de congès payés par an; 20% des étudiants perdent leur droit à la bourse; privatisation d'une trentaine d'entreprises publiques...

- **ITALIE: libéralisation à tous vents et grève générale**

Suite à la mise en place du plan de rigueur, les prix ont explosé. Le prix du diesel est monté à plus d'1,80 euros le litre. Le 23 janvier, après les taxis, les marins et les pêcheurs, les pompistes et même des pharmaciens et des avocats, les routiers se sont mis en grève, paralysant pendant plusieurs jours le pays entier. De nombreuses entreprises comme Fiat tournaient au ralenti et certains sites ont fermé.

Une prochaine réforme du contrat de travail prévoierait d'abolir les protections contre les licenciements et ôterait pratiquement tout effet aux conventions collectives qui garantissaient le niveau des salaires, les horaires et les droits ouvriers. Tout cela complété par une répression syndicale comme à Fiat où le syndicat de la métallurgie est de fait interdit. Aussi, vendredi 27 janvier, l'Italie est rentrée en grève générale, tout le pays était bloqué.

Autres mesures d'austérité : Hausse de la TVA de 20 à 21%, gel sur 3 ans du salaire des fonctionnaires à partir de 2013; âge du départ à la retraite pour les femmes de 60 ans à 65 ans dès 2014, 67 ans pour les hommes; d'autres augmentations tous les trois ans; forte augmentation des impôts locaux du fait d'une l'amputation des transferts de l'Etat aux collectivités locales; privatisation des services publics locaux comme l'énergie, les transports, l'eau et le traitement des déchets.

- **GRANDE BRETAGNE: 4 millions d'enfants pauvres , émeutes et grève générale**

Les coups de haches budgétaires frappent les retraités et les personnes âgées, 2,3 millions de retraités vivent désormais dans la pauvreté. Mais aussi les enfants : suppression des allocations enfants et des subventions maternité, santé et grossesse. Les parents isolés perdent jusqu'à 19% de leur revenu. Conséquence, près de 4 millions d'enfants vivent dans la pauvreté, 200 000 enfants supplémentaires vont basculer dans la pauvreté en 2013-2014 pendant que l'impôt sur les sociétés baisse de 28 à 24%. Il ne faut pas s'étonner des émeutes de l'été 2011 et du succès massif de la grève générale de l'automne 2011.

L'emploi des femmes est remis en cause par la suppression de 750 000 emplois publics; recul de l'âge de la retraite à 66, puis 67, 68 et peut-être 70 ans; hausse de la TVA de 17 à 20%; gel du traitement des salariés du public; hausse des tarifs de l'électricité et du gaz de 21 et 44%; 6 millions de britanniques ne peuvent plus se chauffer.

- **IRLANDE: fuite des jeunes**

Avec les politiques de rigueur, les jeunes fuient le pays, la moyenne d'âge de certaines régions a du coup augmenté de 20 ans.

Augmentation de l'impôt sur le revenu; suppression de 10% des postes de fonctionnaires; gel des embauches; réduction de 25 % des budgets de la santé et des services sociaux; baisse des salaires jusqu'à 15 % dans la fonction publique; réduction de 4 % des pensions des retraités du secteur public supérieures à 1 000 euros par mois; baisse du salaire minimum de 11,6 %, de 8,65 à 7,65 euros de l'heure, recul de l'âge de la retraite de 65 à 66 ans en 2010, et à 68 ans en 2018, licenciements massifs, taux de chômage de 14%.

- **BELGIQUE: austérité à grande vitesse et grève générale**

A peine deux semaines après son investiture, le nouveau gouvernement dirigé par un socialiste est passé à l'action. Aussitôt une grève générale a complètement paralysé le pays le 30 janvier après déjà deux autres journées d'action en décembre et une grève des cheminots le 15 février. Le gouvernement prétend que les belges vivent au dessus de leurs moyens. Mais les 1% les plus riches, possèdent plus que les 60% les plus pauvres. mais ne payent en moyenne que 11% d'impôts.

Le gouvernement prétend aussi que les belges vivent plus longtemps, et qu'il serait normal de travailler plus longtemps. Mais en 50 ans la productivité moyenne du travail a été multipliée par quatre, ce qui explique aujourd'hui les licenciements.

Recul de l'âge de départ en retraite de 60 à 62 ans; passage de 35 à 40 ans de la durée de cotisation; suppression des retraites anticipées. Dans la fonction publique, la retraite ne sera plus calculée sur les cinq dernières années, mais sur les dix dernières années de travail. Soit une perte de 100 à 150 euros par mois. La « pension de survie » que touche le conjoint d'un salarié décédé est supprimée, remplacée par une allocation limitée dans le temps; 5.000 emplois sont supprimés à la Poste; le statut des cheminots remis en cause; les allocations des chômeurs et des invalides menacées; 24 000 chômeurs seront rapidement privés d'allocations; les soins de santé réduits; l'enseignement attaqué; licenciements dans les entreprises; enfin une hausse du gaz et de l'électricité et la liquidation de ce qui reste de l'indexation des salaires sur les prix.

- **ESPAGNE: perte du logement, taux de chômage à 23% et manifestation nationale**

Les licenciements continuent, le taux de chômage atteint 22,85 %, 50% des jeunes de moins de 25 ans. Trois cents expulsions de familles de leurs logements par jour et un million de logements saisis par les banques ! Des travailleurs ne reçoivent même pas leur salaire quand les payeurs, les Autonomies régionales ou les communes, annoncent ne plus avoir les fonds nécessaires.

Les travailleurs ne sont pas sans réagir: après les "indignés" de 2011, 200 000 salariés de l'éducation, la santé, les pompiers et la police viennent de manifester le 29.01 pour leurs salaires en Catalogne, le 8.02 à Madrid et mobilisation nationale le 19.02.

Augmentation de la TVA de 16 à 18 %; gel des embauches dans la fonction publique; réduction des salaires des fonctionnaires de 5% en 2010, gelés en 2011; baisse des indemnités chômage; suppression de l'allocation des chômeurs de longue durée, augmentation de l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans; passage de 35 à 37 annuités pour le taux plein; gel de la revalorisation des retraites en 2011 et 2012; fin de l'aide à la naissance de 2500 euros, réduction des lits d'hôpitaux de 25%; privatisation du contrôle aérien de 17 aéroports, et de la loterie nationale.

UNE CONTESTATION QUI S'AMPLIFIE AU SUD ET AU NORD DE LA MEDITERRANEE: APRES LE PRINTEMPS ARABE, LE PRINTEMPS DES BALKANS ?

- **ROUMANIE: chute du gouvernement face aux mobilisations**

Une vague ininterrompue de contestation depuis début janvier, manifestations, grèves, échauffourées nocturnes, barricades improvisées, pavés arrachés en guise de projectiles, affrontements en tous genres, touchant toutes les catégories sociales contre la politique d'austérité a fait tomber le gouvernement le 6 février ! L'entrée en scène de cette soudaine vague de contestation a surpris tout le monde. Un mouvement qui s'inscrit dans le sillage des "indignés" et des révolutions arabes. C'est l'austérité payée par la population qui a provoqué cette immense vague de mécontentement. Les classes moyennes et populaires ont payé l'essentiel du plan de rigueur. Les classes aisées n'ont même pas eu leurs impôts augmentés. Les privatisations ont profité à une petite clique d'hommes d'affaires internationaux devenus milliardaires en même temps que la corruption dans le pays explosait. Aujourd'hui, les roumains payent leur eau à une compagnie française, l'électricité à une société italienne et le carburant dans des stations-services autrichiennes.

En 2009, le FMI alors dirigé par Strauss Kahn, impose une diminution de 25 % des salaires des fonctionnaires, la disparition du 13ème mois, la baisse de 15 % des pensions de retraite, des allocations chômage, des allocations maternité et handicapés, le non paiement de 10 jours de congés, la retraite à 65 ans, des CDD de 9 ans, la disparition des conventions collectives, une durée du travail hebdomadaire de 48 à 60 heures, la hausse de la TVA de 19 % à 24% plus des privatisations à tout va ! Deux cents mille fonctionnaires sont licenciés; la santé publique est partiellement privatisée; le champ de la couverture médicale publique est réduit; salaire minimum de 158 euros par mois; salaire moyen ne dépassant pas 350 euros et des retraites faméliques.

- **GRECE : grève générale le 6, 10 et 11 février 2012 pour ne pas sacrifier les enfants**

Sur 11 millions d'habitants, 3 sont au bord de l'exclusion sociale. La malnutrition fait des ravages dans les écoles primaires et

des personnes sans domicile se multiplient. De plus en plus de Grecs ne parviennent plus à nourrir leurs enfants et les abandonnent dans des foyers sociaux pour qu'ils puissent manger à leur faim. Au moment où il y en aurait le plus besoin, le gouvernement a coupé dans les aides sociales et dans les structures d'accueil. La hausse des prix fait des ravages alors que les revenus ont globalement diminué de 20 à 30%. A partir du 1er janvier 2012, -22% sur le SMIC soit 450 euros net contre 751 brut précédemment. Réduction de -35% pour les jeunes. Réductions semblables sur tous les salaires, retraites et allocations. La retraite minimum chute de 503 à 392 euros. Au total, ça peut atteindre - 40% qui se rajoute aux -20 ou 30% des plans précédents. Abolition des conventions collectives. Suppression de 150.000 fonctionnaires en 2012-2015. Mais les grecs ne baissent pas les bras: ils ne cessent pas de lutter depuis décembre 2008, après 14 journées de grève générale, ils étaient en grève générale le 17 janvier et à nouveau le 7 puis encore les 10 et 11 février 2012.

Ce sont de nombreux pays de la région qui s'embrasent et qui suivent le chemin de la Roumanie: en Bulgarie en novembre, à Chypre en décembre 2011, grèves générales au Monténégro les 22 janvier et 10 février 2012 .

- **TUNISIE: quasi grève générale en janvier**

Pendant 15 jours environ au milieu de janvier 2012, presque tout le centre du pays a été paralysé par une grève générale, des manifestations, des blocages de route, des occupations des préfectures, commissariats et autres symboles de l'autorité, pour exiger des emplois pour tous, des hausses de salaires, des logements corrects, toute transparence sur les comptes des banques et de l'Etat et le limogeage de tous les profiteurs de l'ancien régime, tous les petits Ben Ali à tous les niveaux.

- **EGYPTE: la révolution continue à s'approfondir**

Le 25 janvier, plusieurs millions d'égyptiens sont descendus dans la rue de toutes les villes du pays pour exiger la chute du régime militaire et dire leur méfiance du nouveau parlement.

En même temps une très large vague de grèves s'est étendue à tout le pays depuis début janvier et toutes les professions pour demander des hausses de salaires de 200%, l'embauche en CDI de tous les précaires, la garantie de retraites, la protection maladie, la nationalisation de nombreux secteurs et le limogeage immédiat de tous les dirigeants patronaux, administratifs ou militaires corrompus. Le jeu électoral qui avait un temps détourné les travailleurs de la lutte revendicative ne satisfait plus, puisqu'aux élections sénatoriales de fin janvier (où tout le monde vote obligatoirement contrairement à la France), seuls 10% des égyptiens se sont déplacés. Un appel à la grève générale a été lancé pour le 11 février.

- **ALGERIE: situation pré-révolutionnaire**

Plus de 10 000 grèves, manifestations, émeutes en 2011. Et pour cette année 2012, c'est encore plus, pour des emplois, des hausses de salaires, une vraie retraite et des protections sociales, des logements... Le gouvernement cède des augmentations de 100% parfois, mais l'explosivité sociale s'amplifie et concerne tous les secteurs de la société, femmes et hommes, jeunes, retraités, chômeurs, ouvriers, enseignants, médecins, policiers, journalistes, habitants des quartiers, à tel point que beaucoup prédisent la révolution comme en Tunisie pour 2012.

EN 2012, FACE AUX BENEFICES EN HAUSSE ; LES LUTTES VONT SE GÉNÉRALISER

La Banque centrale européenne, vient de prêter 489 milliards d'euros en décembre 2011 aux banquiers privés à un taux de 1 %. Ils se préparent ouvertement à spéculer et à prêter à leur tour aux Etats ou aux particuliers à des taux de 5, 10 ou 15%. En France, les bénéfices des entreprises du CAC 40 sont au plus haut, 87 milliards en 2011. **C'est pas la crise pour tout le monde.**

.... **Quelques exemples des bénéfices engrangés par les grands groupes capitalistes** :Total a reversé 34 milliards à ses actionnaires de 2005 à 2010. GDF Suez 20,3 milliards dans ces 5 ans, Sanofi Aventis, 16,2 milliards, BNP Paribas, 14,4 milliards, Arcelor Mittal a versé 206% de ses bénéfices à ses actionnaires soit 5,6 milliards, Vivendi, 12 milliards...

Faisons de 2012 l'année où nous ne paierons pas leur crise, leur dette et prendrons sur leurs profits. Nous faisons tout, sans nous et notre travail, les riches et les gouvernants ne sont rien. La colère en Europe et ailleurs de millions de jeunes, de travailleurs se fait entendre. Cette contestation se développe pour le moment sans idée claire d'une alternative, sans mot d'ordre commun, sans coordination. Mais ça ne saurait tarder. En tous cas, il faut s'y préparer.